

> EDITO : BUDGET D'AUSTÉRITÉ, INÉGALITÉS CROISSANTES ET EXTRÊME DROITE : LE SERVICE PUBLIC, DERNIER BASTION CONTRE LA CASSE SOCIALE

Gilles Tabourdeau, Secrétaire départemental de la FSU 86

En ce début d'année 2026, le service public est à la croisée des chemins. Alors que les inégalités explosent et que l'extrême droite avance ses pions, le gouvernement persiste dans une logique d'austérité brutale, sacrifiant les travailleuses et travailleurs, les retraité-es, les plus précaires, et les services publics sur l'autel des cadeaux fiscaux aux plus riches. La casse sociale est en marche, mais la résistance s'organise.

Le budget 2026 est un coup de massue pour les services publics. **Il n'y aura pas d'augmentation des salaires** pour les agent-es de la fonction publique, malgré une inflation qui grignote chaque mois un peu plus notre pouvoir d'achat. Pire, **des milliers de postes seront supprimés**, et le non-remplacement systématique des départs en retraite aggravera encore la pénurie de personnel. Le budget des universités, hôpitaux, collectivités locales, lieux de culture et autres services publics sera gelé, creusant leur endettement et conduisant à la suppression de projets, à la fermeture de services et au licenciement des salarié-es les plus précaires. Chaque mesure annoncée fragilise un peu plus notre modèle social. Pendant ce temps, les milliardaires français voient leur fortune doubler depuis 2017, avec 220 milliards d'euros accumulés, largement exonérés d'impôts. **Où est la justice fiscale ? Où est la solidarité ?**

L'extrême droite, elle, ne se cache pas. Son projet pour l'école est clair : une institution au service de l'ordre, de la hiérarchie et de la propagande, où la sélection précoce remplace l'égalité des chances, où les inégalités sociales sont naturalisées, et où les pédagogies obsolètes étouffent toute velléité de pensée critique. Les exemples ne manquent pas, en France comme à l'étranger, où des milliardaires financent des projets comme Périclès pour imposer leur vision élitiste et réactionnaire. **Pour lutter, nous devons impulser le débat avec les personnels et usager-es pour déconstruire l'imposture sociale et scolaire de l'extrême droite, convaincre largement qu'il est possible et nécessaire de la faire refluer.**

Dans ce contexte, chacun-e peut être tenté par se replier sur soi. Pourtant, des victoires sont possibles. **Les AESH, après des mois de mobilisation, ont obtenu l'ouverture de négociations pour un véritable statut**, avec des groupes de travail qui ont débuté début février. **La réforme des retraites, présentée comme intangible, a été repoussée après 2027** grâce à la pression populaire. **Les luttes pour l'égalité salariale et la reconnaissance des métiers féminisés**, montrent que le rapport de force peut basculer en notre faveur. Ces victoires, aussi fragiles soient-elles, prouvent une chose : **lorsque nous nous mobilisons, nous pouvons faire plier le gouvernement et imposer nos revendications.**

La FSU, aux côtés des autres organisations syndicales, appelle à amplifier cette dynamique. **Nous devons exiger une revalorisation immédiate des salaires et des carrières, défendre un service public ambitieux, imposer une fiscalité juste et enfin nous devons combattre les projets réactionnaires de l'extrême droite**, en défendant une école inclusive, laïque et émancipatrice, et en refusant toute dérive autoritaire dans la fonction publique.

La journée du 8 mars, comme chaque mobilisation à venir et à construire, doit être l'occasion de porter haut nos revendications. L'égalité femmes-hommes, la reconnaissance des métiers féminisés, et la justice sociale ne sont pas négociables.

ENSEMBLE, NOUS AVONS LE POUVOIR DE FAIRE RECULER L'AUSTÉRITÉ ET L'EXTRÊME DROITE. ENSEMBLE, NOUS POUVONS CONSTRUIRE UN AVENIR OÙ LE SERVICE PUBLIC RESTE UN PILIER DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA SOLIDARITÉ.

ALORS, MOBILISONS-NOUS !

SOMMAIRE

- Editio
- Mairie RN = Dangers graves
- Quelle société ? / Budget d'austérité
- Rémunération dans la fonction publique
- Eduquer à la Paix / FSU Territoriale
- Maison commune FSU/CGT



MAIRIES RN = DANGERS GRAVES

Durant le mandat municipal 2020-2026, dix villes de France étaient gérées par une majorité du Rassemblement National, et une (Béziers) par le maire sortant qui a été réélu avec le soutien du même parti. Le bilan de cette période démontre le grave danger encouru.

A. Services publics : privatisations et restrictions.

Le bilan de 6 années de mandat montre que les villes RN privatisent souvent leurs services publics. À Hénin-Beaumont et Perpignan, crèches et équipements sportifs (comme la piscine, +60% de tarif) sont passés au privé, excluant les plus modestes. Les cantines scolaires ont vu leurs tarifs augmenter (Cogolin, Fréjus, Le Pontet, Villers-Cotterêts), les transports scolaires supprimés ou devenus payants, sous prétexte de "responsabiliser" les familles. À Cogolin, les budgets scolaires ont baissé de 20%, les études du soir gratuites ont été remplacées par des garderies payantes, et les repas de substitution au porc supprimés. Les centres sociaux, surtout dans les quartiers populaires, ont été ciblés : Fréjus a fermé son dernier centre en 2023. Les associations d'aide aux démunis sont continuellement victimes de coupes de subventions et expulsions.

B. Fonctionnaires territoriaux : précarité et répression.

Côté personnels municipaux le bilan n'est pas plus reluisant. Les syndicats dénoncent des suppressions massives de postes (70 à Hayange, 200 à Béziers) et le remplacement des agent·s par des entreprises d'insertion, justifié par le gel des impôts locaux.

La gestion est autoritaire : à Hénin-Beaumont, la mairie surveille les réseaux sociaux des agent·s pour sanctionner les critiques, avec des procès financés par la commune. Les violences psychologiques sont documentées (rapport de la Cour des Comptes à Beaucaire en 2020), avec hausse des arrêts maladie et témoignages d'humiliations publiques. Le droit syndical est bafoué : refus de salles, interdiction d'affichage, et intimidations.

Et dans la Vienne, ça donne quoi ?

A Poitiers Charles Rangheard est le candidat du RN, et Marie-Dolorès Prost se présente pour l'UDR (parti d'Eric Ciotti), avec peu de chances de l'emporter. A Châtelleraut, Hager Jacquemin responsable départementale du RN récemment installée, mais aussi attachée parlementaire de la députée de Gironde Edwige Diaz, pourrait bénéficier du fort taux de votant·es RN dans la ville aux dernières élections nationales. Le grand nombre de listes augmente encore le danger.

A Archigny il devrait y avoir une liste Rassemblement National, sous l'impulsion d'Eric Soulat, conseiller régional.

Dans le village de Thollé, Xavier Monnet, candidat RN aux sénatoriales et déjà maire, devrait être réélu. A Vouneuil-sur-Vienne, le maire Johnny Boisson est candidat à sa réélection. Une de ses adjointes était membre du RN ; lui laissera-t-il la même place cette fois ?

Enfin, des informations que nous avons pour le moment, il semble peu probable que le RN réussisse à présenter d'autres candidat·es sous son étiquette. Mais comme à Vouneuil et ailleurs, le parti peut placer des candidat·es sur des listes sans étiquette. Vigilance donc, et dénonçons tous les fascismes.



Solèn Jouin



VERS QUELLE SOCIÉTÉ VOULONS-NOUS ALLER ?

En ce début d'année, un rapport, celui d'Oxfam, d'une part et une mise à jour du baromètre des Petits Frères des Pauvres (PFP) conforté par des chiffres de l'INSEE d'autre part montrent combien cette question doit nous interroger.

Les constats apportés par Oxfam dans son dernier rapport sont en effet édifiants :

- **Au niveau mondial 3 000 milliardaires dont la fortune a augmenté de 81 %** depuis 2020, atteint en 2025 un niveau historique : 18 300 milliards de dollars cumulés.
- **53 milliardaires français sont désormais plus riches que plus de 32 millions de personnes réunies !**
- **La fortune des milliardaires français a doublé** : soit plus de 220 milliards d'euros en huit ans
- Autre point du rapport inquiétant ! **les ultra-riches non seulement accaparent les richesses mais aussi de plus en plus « accaparent le pouvoir politique* afin de façonner les règles de nos économies et de nos sociétés au service de leurs propres intérêts et au détriment des droits et libertés des populations à travers le monde. »**

Cette explosion des richesses de quelques-uns intervient alors que le niveau de pauvreté en France a atteint 15,4 % en 2023 selon l'INSEE, son plus haut niveau depuis 30 ans ! Avec un constat accablant :

ENCORE UN BUDGET D'AUSTÉRITÉ

Ainsi c'est par la voie du 49-3 que la loi de finances 2026 a été imposée. Quelques modifications sont venues atténuer la violence de mesures initialement défendues par le gouvernement comme le dégel des barèmes de l'impôt, la hausse de la prime d'activité, les repas étudiants à 1 € ou encore le maintien de l'abattement des 10% pour les retraités-es.

Pas de quoi toutefois renverser la tendance d'un **budget qui reste marqué par une forte austérité !** Les coupes drastiques dans les dépenses (35 milliards) font **mal aux services publics et aux collectivités territoriales** avec à la clé des suppressions d'emplois dans la fonction publique notamment dans l'éducation nationale (4 000). **Aucune mesure d'augmentation du point d'indice** des agent-es n'est par ailleurs envisagée !

Les collectivités territoriales, confrontées à l'explosion des besoins sociaux, auront du mal à assurer leurs missions avec **de graves conséquences pour les plus vulnérables** : enfants en danger, personnes âgées et/ou en situation de handicap, publics précaires.

De plus en plus de pauvres mais aussi de plus en plus de personnes très souvent âgées oubliées socialement. Le baromètre des PFP estimait fin 2021 à 2 millions de personnes âgées isolées de « tout cercle de sociabilité » (contre 900 000 en 2017) et précisait même que 550 000 étaient en « situation de mort sociale totale » (sans rencontrer jamais ou très rarement une autre personne). En 2025 ce nombre est passé à 750 000 ! L'INSEE chiffre à 900 000 ces concitoyen·nes ne parlant à personne pendant la semaine. Statistiques effrayantes : plus l'âge augmente, plus l'isolement est grand ! À ajouter aux 4 millions d'exclus du numérique. Tout cela aggrave santé physique et mentale.

Ainsi au total « Le fossé grandissant entre les riches et les autres se traduit par un déficit politique et social grave et insoutenable » souligne Amitabh Behar, directeur général d'Oxfam.

Incontestablement nous ne pouvons ignorer cela et rappeler que services publics efficaces et politique sociale de qualité sont bien des éléments essentiels pour faire une société digne de ce nom.

Patrick Lainé

** Oxfam estime que les milliardaires ont 4 000 fois plus de chances d'occuper un poste politique que les citoyen·nes ordinaires*

ET TOUJOURS RIEN POUR IMPOSER LES PLUS RICHES

Tandis que le **taux de pauvreté en France atteint un niveau record (15,4% de la population)**, il est symptomatique qu'**aucune mesure ne vienne corriger les inégalités**, ne serait-ce qu'en mettant à contribution les plus riches dont le récent rapport d'Oxfam donne à voir l'indécence des revenus et des fraudes. **Les aides publiques aux entreprises pèsent quant à elles pour 211 milliards** et sont toujours attribuées sans ciblage ni suivi, sans contrepartie sociale ou environnementale.

Tournant délibérément le dos aux attentes sociales de plus en plus criantes alors que les moyens existent, ce budget, en affaiblissant les services publics, s'attaque aux outils premiers d'une solidarité effective et essentielle à la cohésion sociale.

Jacques Lecoffre

RÉMUNÉRATION DANS LA FONCTION PUBLIQUE : LE GOUVERNEMENT PERSISTE, LA FSU RÉSISTE !

Valeur du point d'indice gelée, absence de dispositif de rétablissement du pouvoir d'achat, année blanche pour les mesures catégorielles, persistance des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes... Il importe d'agir, avec la FSU.

Dire que le service public et ses personnels sont maltraités par le gouvernement Lecornu, à l'exemple de ses prédécesseurs sous présidence Macron, ne paraîtra excessif à personne ! Il suffit de rappeler quelques mesures... ou absence de mesures : **gel de la valeur du point d'indice, suppression de la GIPA, ponction sur la rémunération des congés pour maladie ordinaire** ont eu un effet net sur le pouvoir d'achat des collègues. Alors que le SMIC augmente en suivant l'inflation, comme c'est la règle, **aucun décret n'a été pris au 1er janvier 2026 pour aligner le minimum fonction publique sur le SMIC**. Ce refus de revaloriser, ne serait-ce que les bas salaires, est incompréhensible. En plus, cela oblige à verser une indemnité différentielle brute de 21,23 € pour atteindre la rémunération brute du SMIC à tous les agent-es rémunéré-es à l'indice 366. Cinq autres indices jusqu'à l'indice 371 sont aussi concernés.

Dans l'enseignement public, **sont touché-es notamment les AED, les AESH, les catégories C, mais aussi les éventuels nouveaux recruté-es comme « élèves fonctionnaires »**, lauréat-es du concours accessible en L3. Les collègues en **milieu de carrière sont également maltraité-es**, le rythme d'avancement d'échelon étant trop lent. Pire encore, alors que les réformes des retraites ont retardé l'âge de la retraite, les carrières des titulaires du second degré restent plafonnées : **plus de 25 000 collègues, dont 60 % de femmes, sont bloqué-es en fin de hors-classe, sans perspective d'évolution**. Cette situation n'est pas tenable.

Dans l'enseignement supérieur, la situation est tout aussi alarmante. **Les doctorant-es, contractuel-les et vacataires perçoivent souvent des salaires inférieurs au SMIC**, sans sécurité de l'emploi. Pour les **enseignant-es-chercheur-es**, la **stagnation des grilles et la réduction des taux de promotion bloquent les carrières**. Pour les enseignants affectés dans le supérieur, la PES reste toujours inférieure à la RIPEC C1 des EC. Là aussi, les **inégalités femmes-hommes persistent, avec un écart de rémunération de 8 à 10 %**. À cela s'ajoute un budget 2026 de l'ESR toujours plus indigent pour les universités publiques.



Dans le débat public, il y a un "éléphant dans la pièce" : la dégradation continue de la rémunération des agent-es publics.

Caroline Chevé,
SG de la FSU

AGIR AVEC LA FSU

Le gel du point d'indice et l'absence de mesures catégorielles en 2026 confirment une politique d'austérité qui asphyxie et décourage les personnels. **Face à cette dégradation, la FSU, le SNES-FSU et le SNESUP-FSU portent des revendications communes :**

- **Rattrapage de 15 % du point d'indice** pour compenser la perte de pouvoir d'achat depuis 2010.
- **Titularisation des précaires** (AED, AESH, contractuel-les, doctorant-es).
- **Suppression des mesures injustes** (jour de carence, réduction des rémunérations en congé maladie...), restauration de la GIPA.
- **Égalité professionnelle** : réduction des écarts de salaire et accès des femmes aux grades supérieurs.

La mobilisation est plus que jamais nécessaire pour exiger une politique salariale ambitieuse, des carrières dignes et un service public à la hauteur de ses missions.

Magali Espinasse et Lilian Aveneau

ÉDUCER À LA PAIX

Le nombre de conflits explose dans le monde. On en recense plus de 60. C'est un triste record depuis 1946. Le droit international est tous les jours piétiné, c'est désormais la loi du plus fort qui prévaut ouvertement, de Trump à Poutine, de Milei à Netanyahu en passant par Xi Jinping.

Face au déferlement de violence guerrière, Macron affirme : « Pour être libres dans ce monde, il faut être craints, pour être craints, il faut être puissants » et le chef d'état major déclare que les français doivent désormais être « prêt(s) à accepter de perdre [leurs] enfants ». Bien sûr ni l'un ni l'autre n'imaginent que ce soit le nom de leurs enfants ou des enfants de leurs amis qui soient gravés sur les nouveaux monuments aux morts.

Les incitations ministérielles cherchent à construire une « culture de la défense », en développant le Service National Universel (SNU), les classes de défense et sécurité globales (CDSG), le dispositif « Cadets de la défense[2] ». Car « **l'esprit de défense** » est désormais un objet d'enseignement obligatoire. L'éducation à la défense doit faire accepter que la guerre puisse être une nécessité dont il faut concéder l'effort. Le Budget de nos armées est doublé en 10 ans, il passera de 32 milliards d'euros en 2017 à 64 mds dès 2027.

Il faut tout de suite dénoncer cette économie de guerre : non seulement elle enrichit les marchands de canons mais surtout elle justifie que toutes les ressources humaines, matérielles et économiques du pays soient consacrées au service de l'effort de guerre : **occasion rêvée pour faire passer de nouvelles réformes antisociales** (un nouveau report de l'âge de départ à la retraite, allongement de la durée du travail, durcissement des conditions d'allocation chômage, tout est bon...). Elle permet de justifier concentration des pouvoirs, autoritarisme, et recul des libertés et de la démocratie et donc de faire taire toute contestation.

Le monde éducatif doit prendre toute sa place dans la bataille pour la Paix. La FSU rappelle l'impératif d'une éducation à la Paix pour « préserver les générations futures du fléau de la guerre » comme cela a été construit au lendemain de 1945. Dans les décennies qui suivirent la seconde guerre mondiale, les accords internationaux affirmèrent à la fois que l'éducation était « l'un des principaux moyens d'établir une culture de la paix » et que cette culture de la paix avait pour finalité de « construire des sociétés pacifiques et justes ».

Combattre pour la paix ne peut se dissocier de la lutte contre les dominations : la construction d'une culture de paix procède de notre projet de transformation sociale. Dès son congrès fondateur, à Macon en 1994, la FSU affirmait sa volonté de contribuer au développement de l'éducation à la paix et rappelait que, face à la domination libérale du monde, la solidarité syndicale était un « moyen de favoriser [...] la paix et le désarmement ».

« La guerre, c'est le massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent et ne se massacrent pas. » Paul Valéry

Anne Joulain

LA FSU TERRITORIALE ENFIN DANS LA VIENNE !

Un nouveau versant de la Fonction Publique a l'ambition de trouver sa place au sein de la grande famille FSU.

La FSU Territoriale (anciennement appelée SNUTER) est un syndicat de métiers qui regroupe plus de 250 spécialités où certains agent·es sont en relation directe avec d'autres syndicats de la FSU (ATSEM, Agent·es des écoles ou des collèges, cantinier·es, animateur·trices, Maîtres·ses-nageurs,) ou au contact dans les écoles et les collèges, comme les agent·es techniques.

Avec plus de 12 500 adhérent·es, La FSU Territoriale représente le 3ème syndicat de la FSU. Elle détient un siège au Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale depuis les élections de 2022.

Soucieuse de porter les valeurs de la FSU dans l'ensemble des départements et territoires d'Outremer, La FSU Territoriale est présente, au travers du bénévolat et de temps syndical accordés aux militant·es pour aider tous les agent·es territoriaux, qu'ils soient agent·es de grandes structures ou de petites collectivités.

Une permanence est désormais assurée par un co-secrétaire national de la FSU Territoriale un mercredi sur deux, au siège de la FSU 86 à Poitiers (16 avenue du parc d'artillerie) pour répondre aux nombreuses questions que peuvent se poser les collègues territoriaux.

Pascal Filleul

POUR UNE MAISON COMMUNE FSU-CGT EN VIENNE : UN SYNDICALISME DE LUTTE ET DE TRANSFORMATION SOCIALE

Qu'est ce que la maison commune FSU-CGT que nous visons dans le 86 ?

En Vienne, comme ailleurs, le syndicalisme est à un tournant. Face à la montée des inégalités, à la précarisation du travail, à la menace de l'extrême droite et aux discours bellicistes, la CGT et la FSU ont choisi de construire une **maison commune** : un espace de convergence pour renforcer le camp de la transformation sociale. Ce projet n'est ni une fusion, ni une absorption, encore moins un mariage arrangé, mais une **alliance volontaire** pour agir ensemble, là où l'union de nos syndicats peut réellement faire basculer le rapport de force.

La maison commune, c'est d'abord l'**unité dans l'action**. En Vienne, cette unité se traduit par des luttes collectives et une présence syndicale renforcée sur le terrain. C'est aussi une réponse concrète à l'éparpillement des forces, qui affaiblit les salarié·es face au patronat et aux politiques d'austérité.

Notre collaboration s'incarne dans des **actions communes** et des **initiatives locales** :

- **Participation conjointe aux collectifs** : Nous sommes actifs dans le **Collectif 8 mars 86** pour les droits des femmes, le **Printemps des services publics 86** pour défendre nos missions, le **Collectif Laïcité 86** pour garantir l'émancipation par l'école, ou encore le collectif **VISA 86** pour lutter contre l'extrême droite dans les milieux professionnels.
- **Mobilisations intersyndicales** : Grèves, manifestations, rassemblements... Nous sommes côte à côte pour défendre les retraites, les salaires, les services publics, contre la criminalisation des mobilisations sociales et écologiques...
- **Listes communes aux élections professionnelles** : Dans l'**Éducation nationale** et l'**enseignement agricole**, nos organisations présentent des listes unifiées pour porter une voix syndicale forte et cohérente.
- **Travail privilégié dans des secteurs clés** : Enseignement supérieur, éducation, enseignement agricole... Nous mutualisons nos forces pour peser davantage.
- **Stages communs de formation** : Depuis trois ans, nous organisons des **formations syndicales pour outiller nos militant·es** (recueil de la parole), **comme nos adhérent·es** (égalité professionnelle, lutte contre l'extrême droite...), et renforcer nos capacités d'action.



Une feuille de route claire : renforcer notre syndicalisme commun, celui de la double besogne, celui de la transformation sociale

Notre objectif est simple : **syndicaliser, revendiquer et agir** pour faire reculer les inégalités et les reculs sociaux.

LA MAISON COMMUNE, C'EST :

- **Plus de force** dans les luttes, grâce à des mobilisations plus larges et mieux coordonnées.
- **Plus de visibilité** pour nos revendications, en parlant dans un même portevoix dans les instances et sur le terrain.
- **Plus de syndiqué·es**, en montrant que l'unité paie et en attirant celles et ceux qui veulent un syndicalisme combatif et majoritaire.

En Vienne, dans plusieurs secteurs nous avons déjà prouvé que cette dynamique fonctionne. Sans préjuger que cela fonctionnera partout, **construire ensemble** pour un syndicalisme de progrès social au service de nos collègues, des usager·es et de toute la société, semble la meilleure réponse à la division de notre classe sociale.

*Julien Hémon,
secrétaire général de l'UD CGT 86
Gilles Tabourdeau,
secrétaire départemental de la FSU 86*